

« Dans certaines communes, un projet de séparation d'avec la République progresse »

EMMANUEL MACRON

« Pour recoudre cette France », il importe de « faire bloc », a assuré le président. Car la nation ressemble de plus en plus à un « archipel », reprenant le concept popularisé par le politologue Jérôme Fourquet.

À quelques semaines des municipales, Emmanuel Macron a pro-

demandant aux maires d'être les premiers remparts contre le communautarisme. À eux de signaler les dérives : les « horaires réservés dans les piscines », le phénomène galopant de la « déscolarisation d'enfants ». Conscient du procès en ambiguïté qui lui est souvent fait sur ces thématiques, Emmanuel Macron a utilisé l'arène de l'AMF, avec ses milliers d'élus locaux, pour aborder le sujet de façon plus concrète, moins théorique. « Le chef de l'État sait que s'il reste sur le plan philosophique, ses adversaires vont chercher à le piéger, à le faire sortir de sa ligne équilibrée sur la laï-

cité », analyse un député en vue de la majorité. Ce que prône Emmanuel Macron est une « République en actes ». Une formule sans doute appelée à ressurgir dans les prochains mois...

Au passage, le chef de l'État a validé la proposition de loi de Bruno Retailleau, le chef de file de la droi-

Municipales : la droite veut la fin de la laïcité

élections, alors qu'Emmanuel Macron, de son côté, courtise les élus locaux sur le thème de la lutte contre le communautarisme.

Chez LR, on décrypte une manœuvre du président de la République mais on ne s'en inquiète pas. « Cette stratégie sera inopérante car Macron est arrogant sur les territoires et aveugle sur la laïcité. Les Français et les maires ont tout sauf dupes », estime Peltier.

« Un parti des territoires »

Si les Républicains ne craignent pas la communication macronienne sur les territoires et la laïcité, c'est parce qu'ils croient avoir l'avantage sur ces deux thèmes, qu'ils considèrent comme deux « failles » du pouvoir. Même si le chef de l'État cherchait à neutraliser François Baroin, président des maires de France, en lui offrant un espace politique à ses côtés, la droite veut croire qu'elle serait la seule bénéficiaire d'une telle stratégie. Elle pense que Baroin, intégré dans l'équipe dirigeante, est désormais identifié clairement

Entouré de Guillaume Peltier, Annie Genevard, François Baroin et Valérie Bazin-Malgras (de gauche à droite), le président des Républicains, Christian Jacob, a présenté le nouvel organigramme du parti, fin octobre à Paris.

CHRISTOPHE MORIN/IP3



comme l'une des figures centrales du mouvement. En face, compte tenu du retard qu'il a pris sur la question territoriale depuis le début de son quinquennat, Emmanuel Macron aura beaucoup de mal à combler son retard, croit-on chez LR.

Enfin, si le Rassemblement national jouit d'un ancrage dans le monde rural, sa faiblesse dans les

collectivités territoriales est jugée rassurante à droite.

Guillaume Peltier n'ignore pas l'ampleur du travail restant à accomplir par les Républicains avant de pouvoir retrouver un espace politique entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen mais il est convaincu que beaucoup d'électeurs attendent une offre. « Les Français cherchent un parti des ter-

Les initiatives contre le communautarisme se multiplient

À l'approche des municipales, plusieurs élus veulent s'attaquer au problème du communautarisme. Guillaume Peltier, numéro deux des Républicains, a abordé le sujet dans son dernier livre, *Milieu de cordée* (Plon). Le principe de cette charte a déjà été mis en œuvre dans trois régions. C'est le cas en Île-de-France avec Valérie Pécresse, qui en fut l'instigatrice, puis dans les Hauts-de-France avec Xavier Bertrand, où elle a permis de supprimer des subventions à certaines

associations qui ne respectent pas la laïcité. En Île-de-France, deux associations ont été visées. La région Centre-Val de Loire a également adopté un vœu à l'initiative du conseiller régional Guillaume Peltier et contre l'avis du président socialiste François Bonneau. Le 13 novembre 2018, saisi par le Front de gauche, le tribunal administratif de Paris a prononcé une annulation partielle de la charte francilienne. Il avait estimé que la notion de tenue vestimentaire était trop floue

et rappelle que le prosélytisme était une activité légale, selon la Cour européenne des droits de l'homme. Enfin, les pécessistes Pierre Liscia, chef de file de Libres à Paris, et Robin Reda, député de l'Essonne, souhaitent qu'une charte de la laïcité soit proposée aux candidats des municipales partout et « sans attendre la possible interdiction des listes communautaires, qui relève du combat juridique ».

E. G.